

Humanité en mouvement

Dossier



**FRÈRES
DES HOMMES**

Cultivons le partage de notre terre

Ont collaboré à ce dossier

Coordination générale : Frédérique Gudelj

Rédaction : Gitana Nebel, Milena Merlino

Design : Mathieu Roland-Gosselin

Pour l'exposition

Curatrice et installations artistiques : Aline Yasmin

Assistant de scénographie : Renzo Dalvi

Ambiance sonore : Alex Cepile

Aborder la question des migrations n'est pas chose aisée. Il s'agit aujourd'hui d'un enjeu de société, important dans le débat public. Mais comment en parler sans tout mélanger ? Les discours que nous entendons sont souvent construits sur des peurs et les argumentaires élaborés sur de fausses informations, construits au travers du spectre racial ou sous un prisme sécuritaire. La migration a toujours existé. Elle est inscrite dans l'histoire de l'humanité. Les gens se déplacent depuis toujours en quête d'une vie meilleure, parfois par choix mais bien trop souvent sans l'avoir librement décidé. Comment réfléchir à ces processus et combattre les idées réductrices, les informations erronées et les associations d'idées simplistes ? Nos préjugés ont parfois la vie dure. À partir des images de Sebastião Salgado, ce dossier est donc un exercice non-exhaustif, qui vise à combattre la désinformation, et à mettre en évidence des événements et quelques chiffres officiels. Le travail de Sebastião Salgado met des visages derrière nos représentations, expose des trajectoires de vie, des douleurs et des espoirs et nous fournit un motif pour examiner, plus particulièrement, les causes de la migration forcée.

Touché par l'engagement de Frères des Hommes, le photographe franco-brésilien a cédé les droits des expositions "Terra" et "Exodes" à notre association. Frères des Hommes est une organisation de coopération internationale. L'empathie et la solidarité sont notre parti pris au regard des inégalités du monde globalisé. Notre mission est de soutenir des projets, mis en place par nos partenaires, qui visent à améliorer les conditions de vie dans des pays du Sud global. L'interdépendance des rapports Nord/Sud, et le lien manifeste entre migration et coopération au développement nous ont poussés à mettre en œuvre ce projet. La présente initiative s'inscrit dans nos actions d'éducation citoyenne mondiale et solidaire.

Ce projet est financé par la COCOF (« Impulsion 2024 ») et co-financé par la Direction de coopération au développement (DGD) et l'Éducation Permanente (FWB). Bien que destiné au large public, ce dossier pédagogique permet des exploitations en classe d'alphabétisation ou de FLE. Il s'accompagne d'un volet numérique interactif (élaboré par Mélissa Fricard) disponible durant l'exposition ainsi que sur notre site www.freresdeshommes.org. L'Asbl Inclusion a, quant à elle, prodigué de l'aide pour rendre accessible la proposition aux personnes porteuses de handicap intellectuel, entre autres pour les propositions en FALC.

En ce qui concerne l'exposition, elle dialogue avec les installations artistiques de la curatrice et artiste Aline Yasmin dont les œuvres de la série *Jus Sanguinis* touchent à la question de l'immigration forcée. Enfin, l'actuelle exposition bénéficie du soutien de la commune de Saint-Gilles et des organisations de cohésion sociale, en particulier Ensemble 1060. En janvier et février, nous réaliserons une deuxième exposition, à partir d'autres photographies, au Centre Culturel de Schaerbeek ; vous y êtes toutes et tous les bienvenus.

Sommaire

● Sebastião Salgado	2
● Texte curatorial : Exposition "Exodes et Terre" : une humanité à la dérive en quête de dignité	3
● Légendes des photographies de S. Salgado	4
● Des mots qui comptent	15
● Quizz	17
● Réponses et informations	19
● Carte-mémo	24

Sebastião Salgado



« Je pense que l'aide des gens ordinaires peut être très importante. Non pas en donnant des biens matériels mais en participant, en prenant part à la discussion, en se sentant réellement concerné par ce qui se passe dans le monde. »

S. Salgado

Le photographe Sebastião Salgado est né à Aimorés au Brésil, en 1944. Économiste de formation, ses débuts en photographie datent de 1973 avec un reportage sur la sécheresse au Sahel. Passionné par la condition humaine, il s'intéresse tour à tour aux travailleurs immigrés en France et aux paysans d'Amérique latine.

Sebastião Salgado est l'un des photojournalistes les plus respectés de sa profession. Il raconte depuis des années la vie des "dépossédés", une chronique qui s'est déjà traduite par de nombreux livres et de nombreuses expositions et qui lui ont valu plusieurs récompenses en Europe et dans les Amériques.

Les photographies de l'exposition "Exodes" et "Terra", nous parlent de souffrances humaines immédiates et tangibles. Le photographe a voulu témoigner de la mutation et de la réorganisation que vit la communauté humaine. Dès le départ, Sebastião Salgado a invité les associations qui partagent ses préoccupations à se saisir de son travail pour sensibiliser l'opinion et en appeler à la responsabilité de tous, qu'ils soient dirigeants, politiques ou citoyens.

À partir des clichés accompagnés de descriptifs précis, le visiteur est amené à poser un regard sur le présent, sur l'inégale distribution des richesses et l'immuable volonté des hommes à suivre le chemin qui conduit à la satisfaction de leurs besoins sociaux.

Exposition "Exodes et Terre" : une humanité à la dérive en quête de dignité.

« Si tu peux regarder, vois. Si tu peux voir, observe. »
José Saramago

L'exposition "Exodes et Terre" de Sebastião Salgado nous emmène dans un voyage à la fois sensible et douloureux à travers les flux migratoires et la relation ancestrale de l'homme avec la terre.

À travers ses objectifs, Salgado dévoile les visages de millions de personnes qui, dans leur quête de dignité, affrontent la traversée de l'abandon, de l'exil, de l'attente et la mort. Ses photographies ne se contentent pas de documenter les migrations de masse; elles humanisent, mettant en lumière la résilience au milieu de la dévastation. Le mouvement des peuples, leur migration forcée et la lutte pour la terre révèlent bien plus que de simples déplacements physiques.

Nous sommes confrontés à la réalité de ceux qui, poussés par la guerre, la faim et les inégalités, quittent leurs racines à la recherche d'une place dans le monde. Les images des camps de réfugiés, des enfants emprisonnés et des populations entières en marche évoquent le concept de "terre sans maître", une humanité à la dérive, et nous rappellent que la relation entre l'homme et la terre est à la fois intime et cruelle.

Les paysages arides, les corps amputés ou sans vie, les visages marqués par la labeur et la brutalité. Les larmes de la terre se reflètent dans les yeux de ses habitants, ceux qui résistent et revendiquent le droit d'appartenir.

La réalité de ces personnes, souvent invisible aux yeux européens, dénonce le fossé entre ceux qui ont le privilège de la stabilité et ceux qui ont été privés du droit de rester. Le préjugé, silencieux et corrosif, surgit dans les mots non-dits, dans les gestes contenus, dans les politiques. C'est l'écho d'une société qui, ironiquement, oublie sa propre histoire de migrations et d'exils.

Salgado nous invite à réfléchir sur ce que signifie "appartenir". Appartenir à une terre, à une histoire, à un peuple. Et sur ce que signifie "exclure". Exclure ceux qui ne partagent pas la même chance géographique, la même couleur de peau, la même langue.

Mes installations artistiques, faisant partie de la série Jus Sanguinis, sont le résultat de nombreux dialogues avec des personnes ayant vécu cette expérience. Elles cherchent à compléter de manière plus symbolique et abstraite des éléments qui invitent à la réflexion, à l'empathie et à l'interrogation.

Nous sommes tous des migrants, en quête d'un lieu où nos racines pourront grandir, que ce soit sur la terre ferme ou dans le sol éthéré de l'humanité partagée.

Cette exposition, donc, ne se limite pas à être une fenêtre ouverte sur la douleur des autres. C'est un miroir qui nous invite à reconnaître notre propre responsabilité et à repenser notre rôle dans le cycle continu de migration et d'appartenance.

Aline Yasmin

Curatrice, artiste pluridisciplinaire et activiste italo-brésilienne.

Légendes des photographies de S. Salgado

AMÉRIQUE LATINE



Équateur : femmes indiennes partant vers le marché. Région de Chimborazo, 1998.

Les femmes, dont les maris sont partis en ville, portent leurs produits au marché de Chimbote. La plupart des personnes se dirigent vers la capitale du pays, Quito, ou vers Guayaquil, ville côtière. Leur arrivée massive provoque une rapide expansion des bidonvilles dans ces centres urbains. Guayaquil, par exemple, qui comptait un peu plus de deux millions d'habitants, a vu sa population augmenter de 200 000 personnes entre 1997 et 1998.

Les inégalités urbaines-rurales persistent aujourd'hui et poussent la population à se déplacer. En 20 ans, environ 2 millions d'Équatoriens ont émigré, surtout entre 2018 et 2022, à cause de crises politiques ou économiques, et de catastrophes. Simultanément, le pays a accueilli 750 000 personnes, principalement du Pérou, de Colombie et du Venezuela.

AFRIQUE



Burundi : Réfugiés rwandais Hutus fuyant, 1995.

Le génocide rwandais a causé presque 1 000 000 morts, principalement des Tutsis. Craignant des représailles après la défaite du régime Hutu, de nombreux Hutus ont fui vers les pays voisins. En juillet 1994, environ 245 000 Hutus se sont réfugiés au Burundi, tandis que des dizaines de milliers de Tutsis revenaient au Rwanda après un exil de quarante ans. La vie dans les camps de réfugiés était paisible jusqu'à fin mars 1995, quand des conflits ethniques ont éclaté au Burundi, entraînant de nouvelles vagues de déplacements.

Exacerbées sous la colonisation belge (les Tutsis étaient favorisés par l'institution coloniale), les tensions ethniques entre Hutus et Tutsis, au Rwanda et au Burundi, sont toujours présentes aujourd'hui. Le gouvernement rwandais de Paul Kagamé maintient un contrôle strict sur le discours ethnique. Au Burundi, les tensions persistent avec des cycles de violence, comme lors de la crise politique en 2015.



République démocratique du Congo : Réfugiés le long de la voie ferrée, 1997.

Près de 40.000 réfugiés sont pris au piège dans le village de Lula, à 7 kilomètres de Kisangani. Ils ont été interceptés par les forces de Kabila alors qu'ils se déplaçaient vers Kisangani, où ils espéraient trouver de la nourriture, une assistance médicale et la protection de l'ONU. Cette photographie a été prise le long de la voie de chemin de fer qui jouxte Lula. Certains réfugiés, surtout les enfants, étaient dans un état de dénuement total. Quelques organismes humanitaires parvenaient cependant à leur apporter une aide médicale d'urgence.

Aujourd'hui, en République démocratique du Congo, la situation des déplacés internes est extrêmement préoccupante. Actuellement, le nombre total de déplacés à l'intérieur du pays est d'environ 6,9 millions (chiffre le plus haut jamais enregistré). Au cours de l'année 2024, près d'un million de personnes ont été déplacées à cause des conflits ; en particulier, dans les provinces de l'Est comme le Nord-Kivu et le Sud-Kivu (où les groupes armés, notamment le M23, sévissent). Les besoins humanitaires continuent d'exploser, exacerbés par la détérioration de la sécurité et les violations des droits humains (OIM).



Sud Soudan : Réfugiés fuyant la guerre civile, 1993.

Des garçons en provenance du sud du Soudan, déjà très loin de leurs villages, se cachent pendant la journée et voyagent de nuit en direction des camps de réfugiés du Nord du Kenya.

Colonie égyptienne et puis britannique (favorisant les élites nord-soudanaises), le Soudan a une longue histoire de conflits internes et de tensions politiques, liés à des facteurs ethniques, religieux et économiques. Une guerre civile a de nouveau éclaté en avril 2023. À cause de ce conflit, 5 millions de personnes ont été déplacées et des millions d'autres ont des besoins humanitaires. Le pays se dirige vers une crise prolongée avec des perspectives de paix incertaines.



Tanzanie : Camp de réfugiés rwandais, 1994.

Une vue d'ensemble du camp de réfugiés de Benako, en Tanzanie, où des milliers de personnes s'entassent en essayant de se protéger de la pluie et du vent. Certains s'abritent sous des tentes; d'autres, sous de simples bâches en plastique.

Beaucoup de réfugiés rwandais ont fui en Tanzanie suite au génocide perpétré contre les Tutsis. Le conflit ethnique au Burundi et la reprise du pouvoir par le FPR (Front patriotique rwandais) au Rwanda ont également poussé les Hutus à chercher refuge dans les pays voisins.



Nord Kenya : Exilés du Sud Soudan dans une école de l'ONU. Kakuma, 1993.

Des milliers de jeunes gens, qui refusaient d'être enrôlés dans l'armée soudanaise et ne voulaient pas non plus faire partie des rangs de la guérilla, fuyaient pour rejoindre les camps de réfugiés du Nord du Kenya. Le camp de Kakuma, est géré par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés, avec le concours de plusieurs organisations humanitaires.

Le Kenya est un pays voisin et a vu, depuis 2023, un nouvel afflux de réfugiés fuyant la violence et l'instabilité du Sud Soudan. Le camp de réfugiés de Kakuma est actuellement l'un des plus anciens camps de réfugiés, établi en 1992 ; le deuxième plus grand en Afrique, comptant près de 200.000 habitants inscrits. Des personnes en provenance du Soudan, de Somalie, d'Éthiopie et de République démocratique du Congo y sont accueillies.



Hong Kong : Réfugiés vietnamiens, 1995.

Le camp de détention de Whitehead est un site de détention des réfugiés vietnamiens. Il a été créé en 1975, pour retenir les personnes fuyant la guerre et le régime communiste. Ce camp comptait, en 1995, une population d'environ 10.000 Vietnamiens, dont 4.000 enfants. La plupart d'entre eux n'étaient encore que des nourrissons lorsqu'ils sont arrivés. Certains sont même nés dans l'enceinte de la prison. À l'intérieur du centre, l'école se faisait derrière des barreaux. Ce camp, fermé en 1997, a fait l'objet de nombreuses critiques concernant les conditions de vie et d'enfermement des réfugiés.

Les camps de détention de réfugiés sont souvent au cœur de controverses en raison des conditions de vie difficiles, des violations des droits de l'homme et de la manière dont les réfugiés et demandeurs d'asile y sont traités. Nous pouvons évoquer les tristement célèbres camps libyens, les camps de détention à la frontière mexicaine, les camps de détentions de Nauru et Manus en Australie, et plus proches de nous, les camps de détention de Moria à Lesbos en Grèce ou encore celui de l'île de Lampedusa, en Italie.

ASIE (MOYEN-ORIENT)



Nord Liban : Réfugiés palestiniens. Camp de Nahr el-Bared, région de Tripoli, 1998.

À l'époque, le pourcentage d'enfants parmi les réfugiés palestiniens était si élevé que l'UNWRA consacrait à leur éducation plus de 40% de son budget destiné au Liban.

Cette photo fait tristement écho à la réalité actuelle du conflit entre Israël et Palestine, après le 7 octobre 2023, où les attaques du Hamas ont fait 1.189 personnes victimes, 7.500 blessés et 251 otages. À Gaza, 83 % de la population a été déplacée dans les trois premiers mois du conflit. Le 07 décembre 2023, 93% de la population de Gaza était déjà confrontée à des niveaux aigus d'insécurité alimentaire (IPC). Au 09 octobre 2024, 41.870 morts sont recensés par les autorités de santé de l'enclave palestinienne et les conditions humanitaires de la population civile sont dénoncées partout dans le monde. Selon les Nations unies, 12.193 enfants ont été tués dans des conflits dans le monde entre 2019 et 2022. 12.300 enfants ont été tués à Gaza entre octobre 2023 et février 2024.



Angola : Victimes des mines antipersonnel, 1997.

L'Angola est l'un des pays les plus contaminés par les mines terrestres au monde. Au cours des quatre décennies de guerre (guerre d'indépendance contre le Portugal et guerre civile) qui se sont écoulées, les armées angolaises et étrangères ont posé entre dix et douze millions de mines, de soixante-sept modèles ou marques différents. En Angola, poser une mine antipersonnel coûtait à l'époque entre 3 et 10 dollars. L'Angola a signé la convention contre les mines. Le camp de Lar do Cangalo, à la périphérie de Kuito, a été créé pour prendre soin des personnes porteuses de handicap. La guerre civile, qui s'est terminée en 2002, a laissé, enfouies dans le sol de l'ensemble du territoire, des millions de mines terrestres et de munitions non explosées. À ce jour, 73 millions de mètres carrés restent pollués par les mines (1100 champs de mine, APOPO). Selon le seul recensement national réalisé par le gouvernement angolais en 2014, 88.000 personnes vivent aujourd'hui avec des blessures causées par les mines.

Entrée en vigueur en 1999 et ratifiée par 160 pays, la Convention sur les mines antipersonnel interdit la production, le stockage et le transfert de mines antipersonnel. Des restrictions de leur utilisation sont inscrites dans le DIH. Aujourd'hui, malgré cela, de nombreuses violations de ces règles sont observées, surtout dans les zones de conflit actifs.

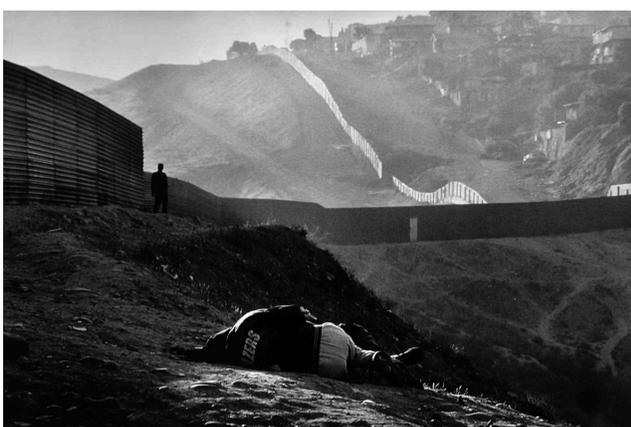


Détroit de Gibraltar : personnes sur une barque, 1997.

Une petite embarcation, appelée patera, transportant 27 personnes originaires du Maroc, vient d'être repérée à quelques kilomètres de la côte espagnole par le détecteur à infrarouge d'un hélicoptère. Ces hommes sont arrêtés quelques minutes plus tard par une patrouille douanière. En réalité, ils ont eu de la chance, car le moteur de leur bateau était tombé en panne et ils étaient en train de dériver vers l'Atlantique.

En 2023, la Méditerranée a été la route migratoire la plus meurtrière. Les risques prédominants sont, entre autres, les menaces pour la vie, les viols, la torture, l'enlèvement, la détention arbitraire, le vol et la traite d'êtres humains. Entre 2021 et 2023, 950 personnes sont mortes en traversant le désert du Sahara, mais on estime que le nombre réel est beaucoup plus élevé. Au cours de la même période, 7 600 personnes sont mortes ou portées disparues en mer Méditerranée. Près de 8600 personnes sont mortes, dans le monde, lors de divers itinéraires migratoires cette année-là ; 20% de plus qu'en 2022 (OIM).

AMÉRIQUE LATINE



Mexique : Tijuana, immigration , 1997.

Tijuana s'étend sur 12 kilomètres à l'est de la mer. Généralement, les habitants des villes côtières se regroupent près de la mer. À Tijuana, la croissance de la population avait plutôt tendance à suivre la ligne de frontière avec les Etats-Unis. Cela provient du fait que les personnes refoulées vers le Mexique par la patrouille frontalière s'y établissent souvent de manière temporaire en construisant de petites maisons - ou plutôt des cabanes - près de la frontière.

Aujourd'hui, des mesures très restrictives ont été mises en œuvre pour empêcher les personnes de passer la frontière et pour réduire le taux des arrivées. Le gouvernement Biden a durci les conditions pour l'obtention de visa et la coopération entre les gouvernements des USA et mexicain a donné lieu à l'intensification des mesures de sécurité, qui a pour conséquences de nombreuses violations des droits humains. Le programme "Prevention Through Deterrence" a notamment conduit à une augmentation des décès et des disparitions à la frontière.



République démocratique du Congo : Réfugiés rwandais à l'hôpital (MSF), 1994.

L'hôpital du camp de Katale était dirigé par une équipe de médecins et d'infirmières (MSF et armée néerlandaise). Il s'agissait là de l'un des plus grands hôpitaux de la région de Goma, qui assurait presque à lui seul le suivi médical de 250.000 réfugiés. La situation du camp, éloigné de tout, rendait encore plus dures les conditions de travail. En plus, les corps ne pouvaient être enterrés facilement, le camp étant construit sur un terrain volcanique. L'odeur autour de l'hôpital et à l'intérieur pouvait devenir insupportable.

Aujourd'hui la situation des réfugiés à Goma est marquée par des défis humanitaires significatifs en raison des conflits persistants et de l'instabilité dans la région du Kivu (les agissements du M23, groupe armé, intensifient les violences et les déplacements). Les réfugiés vivent dans des camps de fortune autour de Goma, avec des pénuries alimentaires et un accès limité aux soins. Goma accueille également des réfugiés de pays voisins (Rwanda et Burundi), ce qui rend plus complexe encore la situation locale.



Rwanda : Cadavres de Tutsis massacrés, 1995.

Cette image illustre le génocide qui a déchiré le Rwanda, où la majorité des victimes étaient des Tutsis, bien que des Hutus aient également été tués, notamment ceux dont les idées libérales contariaient la dictature au pouvoir. La photographie montre une scène tragique dans une école abandonnée à Nyarubuye, avec des cadavres non enterrés et mutilés, dans une salle de classe autrefois utilisée par des enfants. Aujourd'hui, le Rwanda garde de profondes cicatrices de cette tragédie. En quatre mois, près d'un million de personnes ont été massacrées sur une population de sept millions.

Qu'ils soient Hutus ou Tutsis, réfugiés dans des camps à l'intérieur ou à l'extérieur du Rwanda, les survivants sont hantés par la peur, la culpabilité, le désir de vengeance et l'insécurité. À la suite de ces massacres, les Hutus, craignant une vengeance des Tutsis, ont fui en direction du camp de réfugiés de Benako, en Tanzanie. Il ne reste plus ici que des soldats Tutsis attendant la contre-offensive qui doit être lancée à partir de la Tanzanie.



Mozambique : Retour au pays. Mutarara, 1994.

Après s'être reposés dans la ville de transit de Mutarara (Mozambique), certains réfugiés poursuivent leur route à pied. Cette femme porte sa literie sur sa tête et son enfant dans son dos; elle franchit avec précaution le pont Dona Ana, au-dessus du Zambèze, que des rebelles de la Renamo ont dynamité pendant la guerre. D'autres membres de la famille se sont répartis le reste des bagages. J'ai demandé à cette femme : - Allez-vous à Vila Sena (la petite ville située de l'autre côté du pont) ? - Non, m'a-t-elle répondu, beaucoup plus loin. - Beira (300 km plus au sud) ? , lui ai-je demandé. - Non, m'a-t-elle répondu, Maputo (plus de 1250 km de là).

En 2023, 158 700 personnes ont été relocalisées alors que 1,1 million de réfugiés dans le monde sont rentrés dans leur pays d'origine (UNHCR).

ASIE (MOYENT-ORIENT)



Afghanistan : Kaboul, 1996.

Kaboul a été vidée de sa population. Chacune des factions armées, ayant conquis une partie de la ville, a provoqué un exode. Finalement, il reste aujourd'hui peu d'endroits où l'on puisse vivre. Lorsque les Russes abandonnèrent l'Afghanistan, à la fin des années 80, Kaboul était encore à peu près intacte. Mais les nombreuses batailles, qui se sont déroulées au cours de la guerre civile sporadique qu'a connue le pays, ont laissé la capitale en ruine. Cette photographie montre ce qu'il reste de l'avenue Jade Maiwan, artère autrefois prestigieuse de la ville.

Aujourd'hui, la situation à Kaboul et en Afghanistan reste complexe et difficile. Le régime taliban maintient son pouvoir depuis 2021. Outre les critiques internationales importantes en raison des politiques appliquées, surtout pour les femmes et les minorités, l'arrivée des talibans au pouvoir a entraîné un effondrement économique et la pauvreté est de plus en plus installée. On estime qu'en 2024, 5,5 millions de personnes sont en situation de déplacement prolongé à l'intérieur du pays et l'OIM prévoit le déplacement 900.000 personnes pour 2024. Environ 4,5 millions d'Afghans se trouvent en Iran et 3 millions au Pakistan (Global crisis response platform - OIM).



Inde : Bombay, 1995.

La canalisation d'eau potable qui desservait les quartiers plus propres de Bombay traverse le bidonville de Mahim, situé non loin de l'aéroport de la ville. Aujourd'hui, les villages, aux alentours de la ville de Bombay, sont régulièrement sans eau car l'approvisionnement de la capitale est privilégié. Le pays le plus peuplé du monde fait face à un problème d'eau majeur. Le niveau des nappes phréatiques diminue, le changement climatique entraînant des précipitations irrégulières et des sécheresses intenses. La disponibilité d'eau douce diminuerait de 40% d'ici 2030 (groupe de réflexion NITI Aayog).

Selon l'OMS, en 2021, plus de deux milliards de personnes dans le monde vivaient dans des pays en situation de stress hydrique, phénomène que les changements climatiques et la croissance démographique devraient exacerber dans certaines régions.



Croatie : Réfugié dans un train. Ivankovo, 1994.

Dans le camp d'Ivankovo, dans l'est de la Croatie, 120 réfugiés vivaient dans un long train. La plupart d'entre eux étaient des musulmans bosniaques, mais il y avait également des Serbes et des Croates. Dans cette région qui jouxte les frontières de la Croatie avec la Serbie et la Bosnie, plusieurs camps de réfugiés s'étaient installés dans des wagons hors d'usage. Bien souvent, il s'agissait de réfugiés oubliés. Dans l'échelle de l'horreur, on avait considéré que leur cas n'était pas prioritaire puisqu'ils n'avaient pas été victimes de viols, de torture ou de nettoyage ethnique. Ils avaient tout simplement fui leur maison avant que cette vague d'atrocités les atteigne. Mais ils n'avaient pas pour autant gagné le droit d'émigrer. Ainsi, ils ont été réduits à rester assis dans ces trains sans destination et à voir quotidiennement passer d'autres trains qui leur rappelaient leur sort ; ceux-là transportaient des passagers qui avaient eu la chance de naître croates en Croatie.

Aujourd'hui, ces pays avancent lentement vers l'intégration à l'UE. Des tensions ethniques persistent, particulièrement en Bosnie Herzégovine, en Serbie et au Kosovo, accrues par les montées des nationalismes dans la région.



Afghanistan, Mazar-e-Sharif, 1996.

Camp pour les populations afghanes déplacées à Kamaz.

Selon le rapport de l'Observatoire mondial des droits humains, en 2023, plus de 28 millions de personnes, soit près des deux tiers de la population, ont eu besoin d'aide humanitaire en Afghanistan ; dont 14,7 millions pour leur survie, ce qui en fait l'une des pires crises humanitaires au monde.

Selon les Nations Unies, à la mi-2023, 4 millions d'Afghans souffraient de malnutrition aiguë, dont 3,2 millions d'enfants de moins de 5 ans.



République démocratique du Congo : Orphelins rwandais, 1994.

Cette photographie a été prise à l'intérieur de l'orphelinat dépendant de l'hôpital qui se trouve dans le camp n°1 de Kibumba. L'aide humanitaire provenait d'une organisation irlandaise, Goal Rwanda. Ce camp comptait 350.000 réfugiés, nombre qui a augmenté lorsque le gouvernement de République démocratique du Congo a décidé d'envoyer les réfugiés de Goma et de Munigi au camp n°1 de Kibumba. Il porte ce nom en raison de son installation antérieure à celle du camp de Kibumba. Cependant, en peu de temps, les deux camps se sont étendus au point de se mélanger.

Le camp existe toujours à l'heure actuelle, les conditions y sont extrêmement difficiles et la situation au Nord-Kivu rend l'aide humanitaire plus compliquée.



Soudan, 1995.

L'école du camp de déplacés soudanais à Natinga.

Le camp de Natinga se trouve près de la frontière avec l'Ouganda et le Kenya. Depuis avril 2023, la guerre civile fait rage au Soudan. Des dizaines de milliers de personnes ont fui les combats au Soudan pour franchir la frontière au Sud Soudan, où les réfugiés s'entassent dans des camps surchargés.



Brésil : Sans-Terre, Paraná, 1996.

Petite fille sans-terre au bord de la route nationale PR-158 entre Laranjeiras et Chopinzinho dans l'Etat de Paraná. Ici se trouvent réunies, depuis plusieurs mois, plus de trois mille familles, dans l'attente de l'occupation d'une terre.

Le Brésil est l'un des pays avec la plus grande concentration de terres et les plus grands latifundios. Cette concentration et la non-exploitation des terres ont des racines historiques remontant à la colonisation portugaise au XVIe siècle, combinées à la monoculture pour l'exportation et à l'esclavage, établissant les bases de l'inégalité et de l'injustice sociales qui perdurent aujourd'hui. Cette structure non seulement persiste mais s'aggrave, avec environ 1% des propriétaires contrôlant près de 50% des terres rurales, tandis que les petites exploitations de moins de 10 hectares représentent la moitié des propriétés mais seulement 2% de la superficie totale (Tricontinental). En 2016, vingt sociétés étrangères contrôlaient 2,7 millions d'hectares de terres agricoles brésiliennes (Via Campesina).

Des mots qui comptent



“Les mots justes trouvés au bon moment sont de l’action”
Hannah Arendt

Dans les médias, sur les réseaux sociaux, dans les discours, le terme “migrant” est omniprésent. Pourtant, il ne s’agit pas d’une définition juridique. Selon les Nations Unies, ce mot désigne “toute personne qui a résidé dans un pays étranger pendant plus d’une année, quelles que soient les causes, volontaires ou involontaires, du mouvement, et quels que soient les moyens, réguliers ou irréguliers, utilisés pour migrer.” La migration recouvre une multitude de réalités, et ce mot, “migrant.e”, est employé de manière générique. Il est tellement usité et général qu’il efface les nuances et les expériences vécues. Pour parler de migration, il est important de choisir ses mots avec soin, car ce sont eux qui façonnent nos perceptions.

Voici une activité afin d’élucider ce vocabulaire - Associez le mot et sa définition.

... désigne le déplacement massif d'une population, souvent en raison de circonstances extrêmes telles que des guerres, des crises économiques ou des catastrophes naturelles.	A		1	Persécution
... désigne un événement imprévu entraînant des conséquences tragiques telles que la destruction, la ruine ou la mort, obligeant des personnes à fuir leur foyer (par exemple, des phénomènes naturels comme les tremblements de terre, les ouragans, les tempêtes, les inondations ou les incendies).	B		2	Le droit d'asile
Acte de violence et de mise à mort infligé à certaines populations en raison de leurs origines ou de leur appartenance nationale, ethnique ou religieuse.	C		3	Déplacement forcé
...désigne le mouvement de personnes contraintes de fuir ou de quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel pour des raisons diverses : guerres, conflits armés, persécutions, violences, violations de droits humains, catastrophes.	D		4	Exodes
Les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont celles qui ont été forcées de fuir leur foyer à la suite de conflits, de violence ou de catastrophes.	E		5	Demandeur d'asile
Toute personne ayant fui son pays par crainte de persécution liée à sa race, religion, nationalité, appartenance à un groupe social ou opinions politiques. Ces personnes ne peuvent pas bénéficier de la protection de leur pays d'origine, souvent à cause de persécutions par leur propre gouvernement.	F		6	Catastrophes
Personne qui cherche un lieu sûr dans un pays étranger, qui a demandé une protection et qui attend que les autorités de ce pays étranger décident de son statut. Cette personne obtient son statut si les autorités du pays d'accueil décident que sa demande est fondée et répond à la définition internationale.	G		7	Réfugié
... est un droit fondamental qui permet à une personne persécutée ou menacée dans son pays d'origine de chercher refuge et protection dans un autre pays.	H		8	Déplacés internes

Réponses

A	=	4	<i>Exodes : ce terme peut également s'appliquer à des mouvements de population à l'intérieur d'un pays, comme l'exode rural, où les habitants des zones rurales migrent vers les zones urbaines.</i>
B	=	6	
C	=	1	
D	=	3	
E	=	8	
F	=	7	<i>Réfugiés : un réfugié peut demander le statut de réfugié.e. Le statut de réfugié.e est accordé par un pays d'accueil précisément parce qu'il est trop dangereux pour ces personnes de retourner dans leur pays et qu'en quête de sécurité, elles sont donc obligées de traverser les frontières pour obtenir une protection internationale. Ce statut est défini et protégé dans le droit international par la Convention de 1951.</i>
G	=	5	<i>Statut de réfugiés : certains demandeurs d'asile seront reconnus comme réfugiés, d'autres non.</i>
H	=	2	<i>Droit d'asile : ce droit est reconnu par plusieurs textes internationaux, notamment la Déclaration universelle des droits de l'homme et la Convention de Genève de 1951.</i>

Quizz

Voici une proposition pour questionner quelques-unes de nos idées sur la migration. Répondez donc à ce quizz et les réponses seront accompagnées de quelques explications.

1

Quelles sont les principales causes de l'exode ?

- A. Perte de terres, famines, misère
- B. Catastrophes, désastres
- C. Guerre, conflits, violences
- D. Toutes les options sont correctes.

2

À la fin de 2023, combien de personnes ont été déplacées de force dans le monde ?

- A. 5 millions
- B. 60 millions
- C. 117,3 millions

3

Où vont la plupart des personnes contraintes de quitter leur foyer en raison d'un déplacement forcé ?

- A. Restent dans leur propre pays.
- B. Migrent vers des pays voisins.
- C. Se rendent en Europe.

4

Sur ces millions de personnes déplacées de force dans le monde, combien représentent, selon vous, le pourcentage de personnes vivant en situation de déplacement forcé dans leur propre pays ?

- A. 18%
- B. 58%
- C. 71%

5

Quelles sont les raisons qui poussent les personnes à quitter leur pays et à devenir des réfugiés et demandeurs d'asile ?

- A. Parce que leur pays d'origine leur offre une protection adéquate.
- B. Pour chercher de meilleures opportunités économiques et un niveau de vie plus élevé.
- C. Pour fuir des zones de guerre, des persécutions politiques, religieuses ou ethniques, et des violations des droits de l'homme.

6

Parmi les millions de personnes déplacées de force dans le monde en 2023, combien, selon vous, ont traversé les frontières de leur pays ?

- A. 42%
- B. 64%
- C. 80%

7 En 2023, près des trois quarts (73%) de personnes qui traversent les frontières de leur pays à la recherche d'une protection internationale sont originaires de cinq pays seulement. Quels sont ces cinq pays ?

- A. Afghanistan, République arabe syrienne, Venezuela, Ukraine, Sud-Soudan
- B. Afghanistan, République arabe syrienne, Venezuela, Ukraine, Pakistan
- C. Afghanistan, République arabe syrienne, Venezuela, Ukraine, Iran

8 À votre avis, combien d'enfants de moins de 18 ans ont été réfugiés dans le monde en 2023 ?

- A. 10%
- B. 20%
- C. 40%

9 Quel pourcentage de réfugiés qui ont quitté leur pays, vivaient dans des pays voisins de leur pays d'origine en 2023 ?

- A. 10%
- B. 25%
- C. 69%

10 L'Europe accueille plus de réfugiés que les pays de l'hémisphère Sud

Vrai ou faux

11 Il y a beaucoup de réfugiés en Europe

Vrai ou faux

12 En Belgique, nous accueillons beaucoup de demandeurs d'asile

Vrai ou Faux

13 La Belgique peut choisir d'accueillir ou non un réfugié

Vrai ou faux

14 Quel a été l'impact économique de l'immigration sur le PIB (Produit intérieur brut) en Belgique au cours des 5 dernières années ?

- A. Diminution du PIB
- B. 1,0 % d'augmentation du PIB
- C. 3,5% d'augmentation du PIB



Réponses et informations

1 Quelles sont les principales causes de l'exode ?

Réponse : D. Toutes les options sont correctes.

L'exode est le déplacement massif de personnes forcées de quitter leur foyer pour échapper à la misère, à la famine, à la guerre, aux conflits, aux violences et aux catastrophes. La série de photos de Sebastião Salgado met en évidence les conditions extrêmement difficiles dans lesquelles ces personnes se trouvent, ainsi que les nombreux défis qu'elles doivent surmonter, et témoignent souvent de leurs difficultés, de leurs espoirs, de leurs privations, et de l'impact physique et psychologique considérable qu'elles subissent.

2 À la fin de 2023, combien de personnes ont été déplacées de force dans le monde ?

Réponse : C. 117,3 millions.

Selon le UNHCR (2024), 117,3 millions de personnes ont été déplacées de force dans le monde à la fin de 2023 en raison de persécutions, de conflits, de violences, de violations des droits de l'homme ou d'événements troublant gravement l'ordre public.

La façon dont les personnes se déplacent, ainsi que le moment et l'endroit où ils le font, varient considérablement. Au fur et à mesure que les conflits évoluent, la violence peut obliger certaines personnes à se déplacer plusieurs fois. D'autres se déplacent moins souvent, mais restent déplacées. Même dans des périodes relativement stables ou après des accords de paix, les tensions sous-jacentes peuvent déboucher sur de nouvelles violences, déplaçant davantage de personnes et obligeant celles vivant déjà en situation de déplacement à fuir de nouveau (IDMC, 2024).

3 Où vont la plupart des personnes contraintes de quitter leur foyer en raison d'un déplacement forcé ?

Réponse : A. Restent dans leur propre pays.

La majorité des personnes déplacées de force ne quittent pas leur pays, mais se déplacent à l'intérieur de celui-ci. Et comme deuxième option, elles se rendent dans les pays voisins (UNHCR, 2024).

4 Sur ces millions de personnes déplacées de force dans le monde, combien représentent, selon vous, le pourcentage de personnes vivant en situation de déplacement forcé dans leur propre pays ?

Réponse : B. 58%.

En 2023, 58% du total de déplacés de force dans le monde vivaient en situation de déplacement interne, c'est-à-dire 75,9 millions de personnes. Et de ce total, 68,3 millions l'ont été en raison de conflits et de violences et 7,7 millions en raison de catastrophes (UNHCR, 2024).

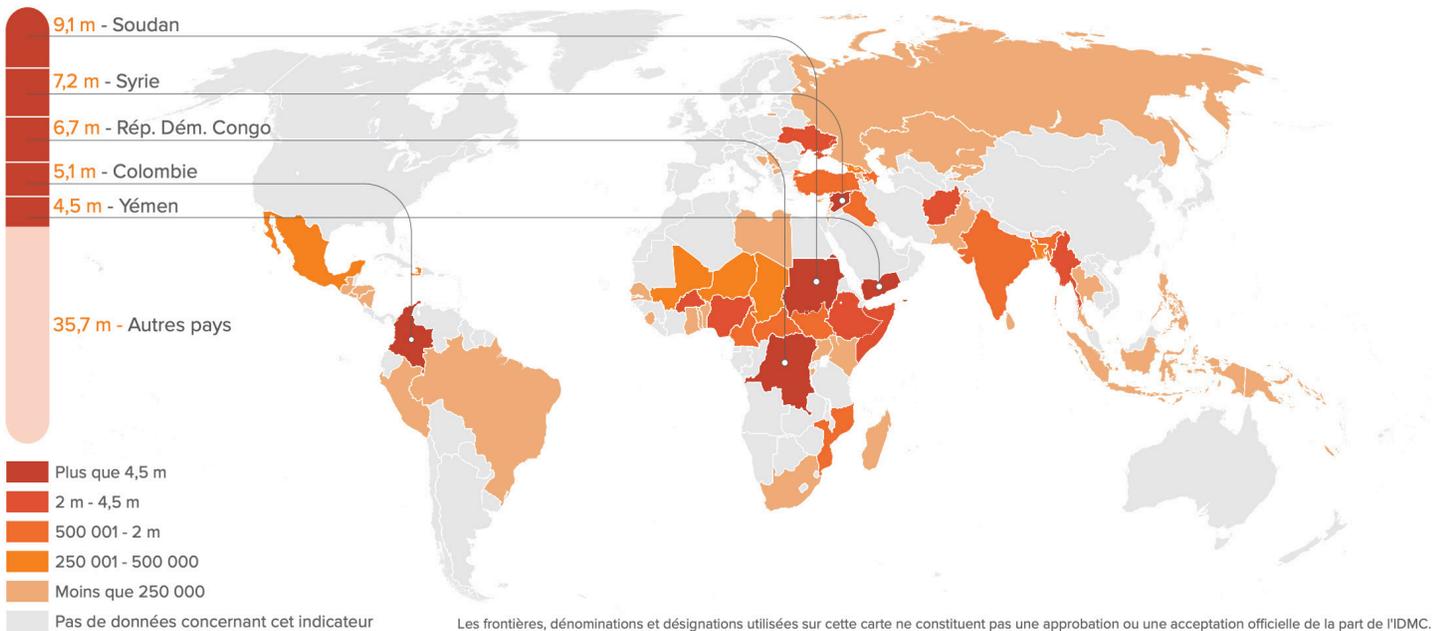
Les catastrophes s'ajoutent souvent aux défis des pays confrontés à des déplacements de population dus à des conflits. Au cours de la dernière décennie, les pays qui ont enregistré des déplacements dus à des conflits ont souvent également enregistré des déplacements dus à des catastrophes, obligeant les personnes à fuir de nouveau et/ou prolongeant leur déplacement (Rapport IDMC, 2024).

Près de la moitié des personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays en raison de conflits et de violences se trouvent dans cinq pays : le Soudan, la Syrie, la République démocratique du Congo (RDC), la Colombie et le Yémen. Et le plus grand nombre de personnes vivant dans des situations de déplacement interne dues à des catastrophes

se trouvent dans ces cinq pays : Afghanistan, Pakistan, Éthiopie, Turquie et Chine (Rapport IDMC, 2024).

L'Afrique subsaharienne, qui accueille 46% des personnes vivant en situation de déplacement interne dans le monde, fut à nouveau la région la plus touchée par les déplacements internes en 2023 (Rapport IDMC, 2024).

Suite à des conflits et de la violence



68,3 millions

de personnes déplacées suite à des conflits et de la violence dans 66 pays et territoires au 31 décembre 2023

↑ 9 %

d'augmentation du nombre de personnes déplacées suite à des conflits et de la violence depuis 2022

5 Quelles sont les raisons qui poussent les personnes à quitter leur pays et à devenir des réfugiés et demandeurs d'asile ?

Réponse : C. Pour fuir des zones de guerre, des persécutions politiques, religieuses ou ethniques, et des violations des droits de l'homme.

Les raisons qui poussent les personnes à quitter leur pays et à devenir des réfugiés sont multiples. Leur situation souvent périlleuse et intolérable les contraint à chercher refuge dans les pays voisins pour échapper à la misère, à la famine, à la guerre, aux conflits, aux violences et aux catastrophes. Ne bénéficiant d'aucune protection de la part de leur propre pays, ces personnes sont souvent persécutées par leur propre gouvernement, ce qui les oblige à fuir pour assurer leur sécurité et celle de leurs proches.

6 Parmi les millions de personnes déplacées de force dans le monde en 2023, combien, selon vous, ont traversé les frontières de leur pays ?

Réponse: A. 42%.

En 2023, 50,3 millions de personnes ont été contraintes de traverser les frontières de leur pays, c'est-à-dire, 42% du total de déplacés de force dans le monde. 43,4 millions de réfugiés (31.6 millions de réfugiés sous le mandat du HCR ;

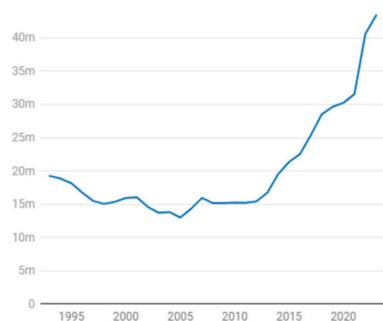
5,8 millions d'autres personnes ayant besoin de la protection internationale ; 6 millions de réfugiés palestiniens sous le mandat de l'UNRWA*) et 6,9 millions de demandeurs d'asile (UNHCR, 2024).

La montée des conflits en Ukraine en 2022, puis au Soudan et en Palestine en 2023, a entraîné le déplacement de millions de personnes, qui sont venus s'ajouter aux millions de personnes déjà déplacées dans le monde. Les déplacements dus aux conflits dans le Soudan, la RDC et la Palestine représentent près des deux tiers du total.

*Le conflit en Palestine a contribué à multiplier par huit les déplacements liés au conflit au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, en 2023 (après trois années consécutives de baisse); 6 millions de personnes déplacées par le conflit en Palestine (réfugiés palestiniens sous le mandat de l'UNRWA), le chiffre le plus élevé depuis que des données sont disponibles en 2008. Certains réfugiés palestiniens sous mandat de l'UNRWA à Gaza ont également été déplacés à l'intérieur du pays (UNHCR, 2024 ; Rapport IDMC, 2024).

Combien de personnes déplacées de force à travers le monde ?

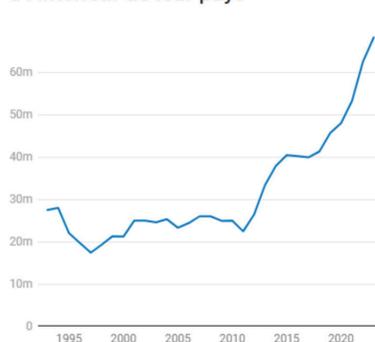
43,4 millions de réfugiés



13 juin 2024

Source: Tendances mondiales du HCR 2023 - Créé avec Datawrapper

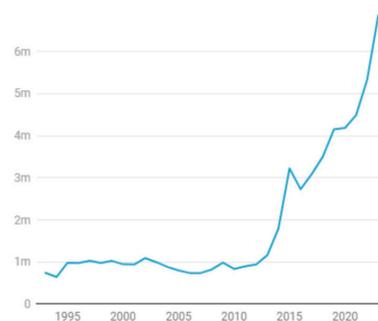
68,3 millions de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays



13 juin 2024

Source: Tendances mondiales du HCR 2023 - Créé avec Datawrapper

6,9 millions de demandeurs d'asile



13 juin 2024

Source: Tendances mondiales du HCR 2023 - Créé avec Datawrapper

Aperçu statistique - UNHCR Belgium

7

En 2023, près des trois quarts (73%) de personnes qui traversent les frontières de leur pays à la recherche d'une protection internationale sont originaires de cinq pays seulement. Quels sont ces cinq pays ?

Réponse : A. Afghanistan, République arabe syrienne, Venezuela, Ukraine, Sud-Soudan.

Le plus grand nombre de personnes qui traversent les frontières de leur pays à la recherche d'une protection internationale sont originaires d'Afghanistan et de Syrie, avec 6,4 millions de personnes dans les deux cas; ce qui équivaut à un tiers de l'ensemble des personnes réfugiées relevant du mandat du HCR. Viennent ensuite le Venezuela (6,1 millions de réfugiés et autres personnes ayant besoin d'une protection internationale) et l'Ukraine (6 millions de réfugiés) et le Sud-Soudan (2,3 millions)(UNHCR, 2024).

* Ce chiffre ne comprend pas les réfugiés palestiniens sous le mandat de l'UNRWA.

8

À votre avis, combien d'enfants de moins de 18 ans ont été réfugiés dans le monde en 2023 ?

Réponse : C. 40%.

Les enfants représentent 30 % de la population mondiale, mais 40 % des personnes déplacées de force dans le monde. Fin 2023, sur les 117,3 millions de personnes déplacées de force, on estime que 47 millions (40 %) sont des enfants de moins de 18 ans.

Les femmes et les enfants représentent une part significative de la population réfugiée en raison de leur vulnérabilité accrue dans les situations de conflit et de déplacement. Souvent premières cibles de violences et d'abus, ils disposent de moins de moyens pour se protéger ou fuir. Les enfants réfugiés, en particulier, sont exposés

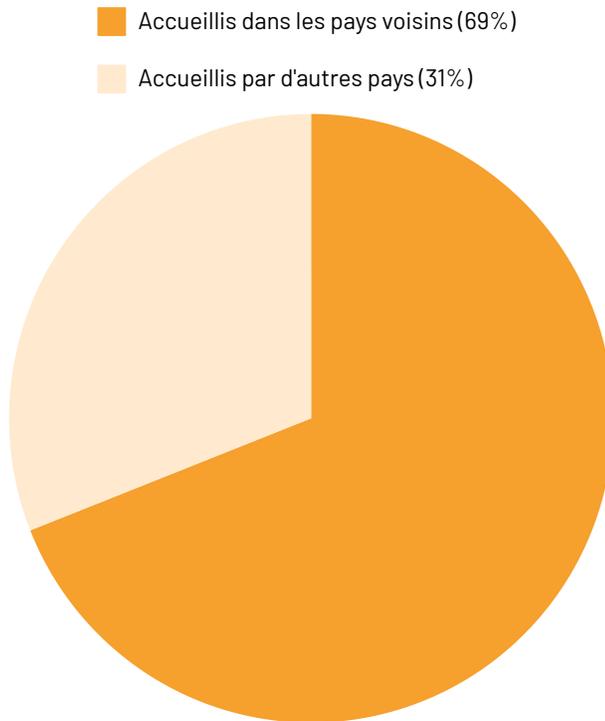
à des risques accrus de malnutrition, de maladies et de manque d'accès à l'éducation. Entre 2018 et 2023, environ 339 000 enfants sont nés réfugiés chaque année, portant le total à 2 millions d'enfants nés en tant que réfugiés.

9 Quel pourcentage de réfugiés qui ont quitté leur pays vivaient dans des pays voisins de leur pays d'origine en 2023 ?

Réponse : C. 69%.

La grande majorité des réfugiés restent à proximité de leur pays d'origine. En 2023, 69% des réfugiés et autres personnes nécessitant une protection internationale vivaient dans des pays voisins de leur pays d'origine, tandis que 31% étaient accueillis par d'autres pays. (UNHCR, 2024).

Ci-contre :
Aperçu statistique – UNHCR Belgium



10 L'Europe accueille plus de réfugiés que les pays de l'hémisphère Sud

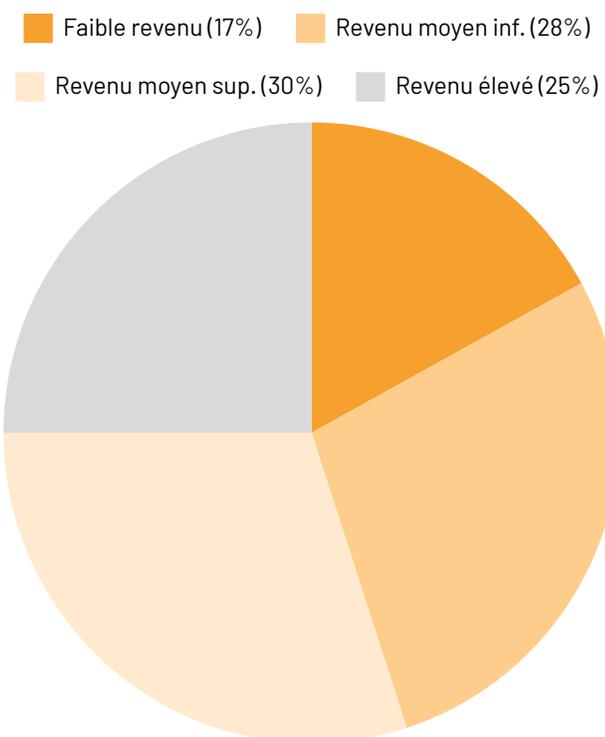
Réponse : Faux.

Seulement 7,6 % des personnes déplacées de force dans le monde sont accueillies dans des pays membres de l'Union européenne. (UNHCR, 2023).

Contrairement au mythe d'une "invasion" des réfugiés dans l'Europe que l'on peut entendre souvent, les populations qui fuient les conflits restent, pour la plus grande partie, en Afrique ou au Moyen-Orient.

Environ 75 % des réfugiés dans le monde sont hébergés dans des pays à revenu faible ou intermédiaire, tandis que 25 % sont accueillis dans des pays à revenu élevé.

Ci-contre :
Aperçu statistique – UNHCR Belgium



11 Il y a beaucoup de réfugiés en Europe

Réponse : Faux.

Les réfugiés représentent 1,6 % de la population totale de l'UE (7 078 605 des réfugiés en Europe) en 2023.

12 En Belgique, nous accueillons beaucoup de demandeurs d'asile

Réponse : Faux.

On entend souvent "La Belgique ne peut pas accueillir toute la misère du monde". En 2023, le nombre total de demandes d'asile dans le monde s'élève à 6,9 millions. En Europe, ces demandes représentent 16,52 % du total mondial, soit 1,14 million de demandeurs d'asile. En Belgique, les demandes d'asile constituent 0,51 % des demandes mondiales, avec 35 507* personnes ayant déposé une demande de protection internationale à l'Office des étrangers (OE). En plus, il faut ajouter que seulement 54% des premières demandes aboutissent et qu'il faut entre 6 et 24 mois pour être régularisé dans les meilleurs cas (Données mondiales). Les demandeurs d'asile ne bénéficient pas d'allocations sociales financières (seule de l'aide médicale d'urgence).

*Ce chiffre inclut les personnes arrivées dans le cadre de réinstallations et représente une légère baisse par rapport à 2022. À titre de comparaison, dans le Stade Roi Baudouin rempli, cela ne représente qu'une centaine de personnes sur un total de 50,000.

Par ailleurs, 15 626 réfugiés en provenance d'Ukraine ont bénéficié d'une protection temporaire en Belgique en 2023. La protection temporaire est une procédure exceptionnelle. Elle met en place dans les États membres de l'UE une protection immédiate et temporaire pour ces personnes déplacées. Étant donné que les bénéficiaires de protection temporaire en provenance d'Ukraine n'entrent pas dans la procédure d'asile standard, ils ne sont pas comptabilisés parmi les 35 507 demandeurs d'asile.

13 La Belgique peut choisir d'accueillir ou non un réfugié

Réponse : Faux.

La Belgique, comme tout autre pays, doit respecter les obligations internationales en matière de protection des réfugiés. Selon la Convention de Genève de 1951, les pays signataires, dont la Belgique, sont tenus d'accueillir les personnes qui fuient la guerre et des persécutions et de leur offrir une protection.

Le principe de non-refoulement est un élément clé du droit international relatif aux réfugiés. Il interdit de renvoyer des réfugiés vers un pays où leur vie ou leur liberté seraient menacées. Cette pratique, appelée refoulement, est interdite pour les réfugiés, les demandeurs d'asile et toute personne risquant de subir de graves violations des droits humains, comme la torture ou la peine de mort. Le principe fondamental est que personne ne doit être renvoyé dans un pays où sa vie ou sa liberté est gravement menacée.

14 Quel a été l'impact économique de l'immigration sur le PIB (Produit intérieur brut) en Belgique au cours des 5 dernières années ?

Réponse : C. 3,5% d'augmentation du PIB.

Les personnes d'origine étrangère, arrivées en Belgique ces cinq dernières années, ont "influencé positivement le PIB, le faisant progresser de 3,5%", indique la Banque nationale de Belgique (BNB) dans son étude sur l'impact économique de l'immigration publiée en .

Carte mémo

Voici une carte à compléter (vous pouvez y situer les photographies ou sur base de l'information de ce dossier dossier, situer les zones de conflits et de catastrophes, entre autres notes)... Cette carte peut être remplie à loisir !





Remerciements

Comme toujours, rien ne serait possible sans notre équipe endurente (Gitana Nebel, en particulier, en charge de ce dossier et Milena Merlino) et sans nos bénévoles constants et motivés. Merci donc également, en particulier, à Viviane Hoeken (soutien comptable), Murielle Lalieux (relecture), Mathieu Roland-Gosselin (design et graphisme), Aurélie Kikota (diffusion), Renzo Dalvi, et aux bénévoles présent.e.s. pour l'installation de l'exposition et le vernissage (Ashour Lafy).

Comme nous l'avons dit précédemment, le projet bénéficie du soutien de la commune de Saint-Gilles et de la collaboration d'Ensemble 1060, que nous remercions vivement. Une mention à Inclusion ASBL, qui par ses conseils avisés nous a guidés pour rendre notre proposition plus inclusive. Merci également à Espirito Mundo, qui a permis de donner vie au récit artistique associé au projet.

En savoir plus : www.freresdeshommes.org

Vous souhaitez participer ?
Vous souhaitez nous contacter ?

Rue Renkin 2
B - 1030 Bruxelles
Tél. : (32) 02 512.97.94
Fax. : (32) 02 511.47.61
Email : fdhbel@skynet.be
Facebook : Frères des Hommes (Belgique)



Avec le soutien de **St Gilles Gillis**